



Discours de la co-directrice du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes

Stéphanie Lachat

**À l'occasion de la 69^e session de la Commission de
la condition de la femme**

Discussion générale

Embargo:

**Seules les paroles
prononcées font foi
(4min – 4556 signes)**

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Il y a 30 ans, 189 Etats ont signé un engagement historique pour faire avancer l'égalité de genre à l'échelle mondiale.

Présente à Pékin pour représenter la Suisse, ma prédécesseuse Ruth Dreifuss, alors ministre suisse de l'égalité, déclarait que « *la stagnation - voire même des retours en arrière sont toujours possibles* ». Elle s'inspirait de Simone de Beauvoir et de sa célèbre phrase : « *Il suffira d'une crise pour que les droits des femmes soient remis en question* ».

Je m'inscris dans leur sillage : pour la Suisse, il y a lieu de faire preuve de vigilance ; aucune régression des droits humains n'est acceptable, que ce soit à l'encontre des femmes, ou de tout autre groupe social.

Nous saluons l'adoption de la déclaration politique qui témoigne de notre engagement collectif et de notre capacité à surmonter nos différences à œuvrer ensemble pour des objectifs communs.

Aujourd'hui, je pense à Petra, violentée par son mari dans un quartier tranquille d'une petite ville suisse.

Je pense à Amy, adolescente texane, enceinte, cherchant un accès à des services de planification familiale.

Je pense à Roya, en Afghanistan, à qui on a retiré le droit d'étudier, de travailler, de se déplacer, de parler, de chanter, de rêver.

Je pense à toutes ces femmes et ces filles dont les droits fondamentaux sont menacés, voire bafoués.

Cela fait trente ans que notre objectif vise à garantir leurs libertés fondamentales, à leur proposer de véritables perspectives. Nous avons progressé, mais pas suffisamment.

A l'heure où des voix fortes, cherchent à diviser l'humanité en groupes inégaux, nous optons sans équivoque pour la défense et le respect des droits humains qui sont le fondement d'une vie digne et d'un progrès pour l'humanité.

En Suisse, des avancées récentes témoignent de notre volonté de voir traduits dans la réalité, les droits inscrits dans notre Constitution :

- la première stratégie nationale pour l'égalité est en place;
- des actions coordonnées entre Etat fédéral, cantons, communes et ONG ont été prises pour prévenir et combattre toute forme violence à l'encontre des femmes ;
- notre cinquième plan d'action "Femmes, paix et sécurité" est en cours d'élaboration.

En matière de politique extérieure, la promotion des droits des femmes demeure une priorité. La Suisse réaffirme son engagement en faveur de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité. Il ne peut y avoir de paix

durable sans une participation pleine et égale des femmes dans tous les domaines de la vie publique : en politique, dans l'économie, l'administration, et la justice. Ainsi, nous nous engageons à garantir leur participation à la prévention des conflits et aux processus de paix, et à renforcer leur protection contre la violence sexuelle et basée sur le genre.

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Partout dans le monde, les priorités validées il y a 30 ans par le processus de Pékin restent d'actualité. La violence fondée sur le genre persiste. Les transitions globales, qu'il s'agisse des évolutions démographiques, de la transition écologique ou encore de la transformation numérique, frappent de manière disproportionnée les femmes et les filles. Plus encore : les acquis sont mis sous pression.

Plus que jamais, l'égalité entre femmes et hommes, dans leur définition biologique ET sociale, est une responsabilité collective.

Nos populations comptent sur nous ; Si nous n'agissons pas aujourd'hui, les engagements pris il y a 30 ans ne suffiront pas à convaincre les générations futures. La Suisse appelle tous les États à accélérer le progrès.

L'égalité ne se marchande pas, elle se construit.

Soyons déterminés,

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,
Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

Thirty years ago, 189 states signed a historic commitment to advance gender equality worldwide.

Present in Beijing to represent Switzerland, my predecessor Ruth Dreifuss, Swiss Minister for gender equality at the time, stated that “stagnation - or even backsliding - is always possible”. She was inspired by Simone de Beauvoir and her famous phrase: “All it will take is one crisis for women's rights to be called into question”.

I am following in their path: for Switzerland, there is reason to be vigilant; no regression of human rights is acceptable, whether against women or any other social group.

We welcome the adoption of the political declaration, which demonstrates our collective commitment and our

ability to overcome our differences and work together towards common goals.

Today, I think of Petra, abused by her husband in a quiet neighborhood of a small Swiss town.

I think of Amy, a pregnant Texan teenager, seeking access to family planning services.

I think of Roya, in Afghanistan, who has been deprived of the right to study, to work, to move around, to speak, to sing, to dream.

I think of all those women and girls whose fundamental rights are threatened, even violated.

For thirty years, our objective has been to guarantee their fundamental freedoms and offer them real prospects. We have made progress, but not enough.

At a time when strong voices are seeking to divide humanity into unequal groups, we unequivocally opt for the defense and respect of human rights, which are the foundation of a dignified life and progress for humanity.

In Switzerland, recent advances demonstrate our desire to see the rights enshrined in our Constitution translated into reality:

- the first national strategy for equality is in place;
- coordinated action between the federal state, cantons, communes and NGOs has been taken to prevent and combat all forms of violence against women;
- our fifth action plan “Women, Peace and Security” is in the process of being drawn up.

In terms of foreign policy, the promotion of women's rights remains a priority. Switzerland reaffirms its commitment to Security Council Resolution 1325. There can be no lasting peace without the full and equal participation of women in all areas of public life: in politics, in the economy, in administration and in the justice system. We are therefore committed to guaranteeing their participation in conflict prevention and peace processes, and to strengthening their protection against sexual and gender-based violence.

Mr. President,
Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

Around the world, the priorities validated 30 years ago by the Beijing process remain relevant. Gender-based violence persists. Global transitions, whether demographic changes, ecological transition or digital transformation, disproportionately affect women and girls. What is more, the achievements are under pressure.

More than ever, equality between women and men, in their biological AND social definition, is a collective responsibility.

Our people are counting on us. If we fail to act now, the commitments made 30 years ago will not be enough to convince future generations. Switzerland calls on all States to accelerate progress.

Equality is not negotiable; it is something that has to be built. Let us be determined.

Thank you.